



CONSEIL
NATIONAL

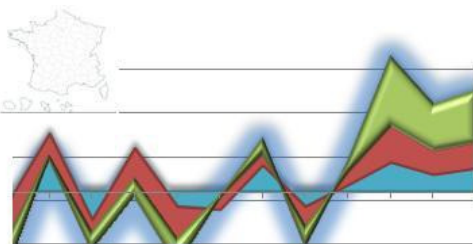
DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

Indicateurs mensuels de l'Observatoire Economique du CNAJMJ

Lettre mensuelle n°1

**Evolution et impact économique et
social des procédures collectives
au deuxième trimestre 2013**

**“Un accroissement du nombre de procédures, sans impact
significatif sur l'activité et l'emploi toutefois”**



*Observatoire Economique
du CNAJMJ*

Septembre 2013

**Evolution et impact économique et social des procédures collectives
au deuxième trimestre 2013**

⇒ **Élément clé** : un accroissement du nombre de procédures, sans impact significatif sur l'activité et l'emploi toutefois

L'évolution du nombre de procédures collectives laisse apparaître une augmentation sensible au deuxième trimestre 2013. L'augmentation du nombre de RJ est de 10,2% par rapport au T2 2012, celle des sauvegardes de 5,6% et celle des LJ de 8,8%.

Néanmoins, cette évolution traduit essentiellement les difficultés des entreprises de petite taille, puisque le nombre de salariés moyen des entreprises en RJ est passé de 9,2 à 7,8 depuis un an, tandis que le nombre de salarié des entreprises en LJ est passé de 4,1 à 3,4.

Cet élément se traduit dans l'impact économique et social global des procédures collectives, qui baisse légèrement sur un an, tandis que le nombre des procédures augmente. L'exception réside dans les procédures de sauvegarde, qui touchent un nombre d'emploi légèrement plus important qu'il y a un an. Au deuxième trimestre 2013 les entreprises en RJ représentaient 25 234 emplois (-0,5%), contre 37 768 emplois pour les entreprises en LJ (-0,8%) et 2 967 emplois pour les entreprises en sauvegarde (+2,3%).

Un constat similaire peut-être fait concernant l'impact des procédures sur l'activité. L'augmentation globale du nombre de procédures ne semble pas avoir eu d'impact sur le chiffre d'affaires cumulé des entreprises en difficulté. Les entreprises entrant en RJ au deuxième trimestre 2013 représentaient 25 234 emplois (-0,5%), contre 37 768 emplois pour les entreprises en LJ (-0,8%) et 2 967 emplois pour les entreprises en sauvegarde (+2,3%).

A l'origine de ces difficultés il apparaît que les difficultés d'accès au crédit restent un déterminant prépondérant de l'entrée en procédure pour les TPE/PME. Mais une dégradation de la situation financière de ces entreprises est également à noter. Ainsi les entreprises entre 0 et 20 salariés ont vu leur ratio passif évalué/actif évalué moyen en LJ passer de 6,9 à 7,8 entre le T2 2012 et le T2 2013. Les entreprises de plus de 20 salariés quant à elles voient le même ratio rester stable (5,6 au T2 2013 contre 5,5 au T2 2012).



CONSEIL NATIONAL

DES ADMINISTRATEURS JUDICIAIRES
& DES MANDATAIRES JUDICIAIRES

Annexe

Procédures enregistrées au T2 2013			
	RJ	Sauvegardes	LJ
Nombre	4 498	372	10 132
Evolution vs. T2 2012	10,2%	5,6%	8,8%

Emplois concernés par les procédures collectives au T2 2013			
	RJ	Sauvegardes	LJ
Nombre d'emplois	25 234	2 967	37 768
Evolution vs. T2 2012	-0,5%	2,3%	-0,8%

Chiffre d'affaires cumulé des entreprises en procédure collective au T2 2013			
	RJ	Sauvegardes	LJ
Montant en millions d'euros	2 110	1 060	1 120
Evolution vs. T2 2012	-1,2%	2,3%	-0,8%

A venir

Les prochaines publications mensuelles de l'observatoire économique porteront sur les indicateurs suivants :

⇒ **Octobre 2013 (données du T2 2013)**

- Données d'actif et de passif globaux
- Données relatives à la situation financière des entreprises entrées en procédure
- Données relatives à la structure des créances

⇒ **Novembre 2013 (données du T2 2013)**

- Données relatives aux issues de procédures, pour les RJ et SV
- Données relatives aux durées de procédures